

Discours de Benoît PAYAN
Présentation des conclusions de l'audit financier
Mardi 2 février 2021

Seul le prononcé fait foi

« Aujourd'hui nous réalisons une promesse de campagne : faire la transparence sur les finances de la ville.

Cette promesse n'est pas anodine, c'est même une des premières promesses de notre programme. Parce que le budget, c'est ce qui marque la réalité des politiques publiques. C'est la lumière crue sur l'action politique.

Depuis des années la droite nous vend un bilan. Ce bilan, je n'ai eu de cesse de déclarer qu'il était faussé, en m'appuyant sur des exemples concrets qui trahissaient la vérité : une dette mal gérée, des patrimoines bradés, du gaspillage dans des événements inutiles, des investissements faramineux et mal négociés.

Et à la dette financière, lourde, s'ajoute surtout une dette cachée de plusieurs centaines de millions d'euros : celle de l'abandon de nos services publics.

Car si, fin 2020, vous avez 1,54 milliard d'euros de dette, mais que vos écoles sont neuves, vos piscines modernes, vos bibliothèques nombreuses, et votre fonctionnement bien géré, en réalité, ce n'est pas si grave.

Là, l'héritage de l'ancienne municipalité, ce sont les caisses vides et les Marseillais abandonnés.

C'était un secret de polichinelle à Marseille mais cela devient maintenant un fait dûment analysé et documenté.

Dès notre arrivée à la Mairie, nous avons commandé un audit des finances de la ville à un cabinet extérieur, le cabinet Deloitte. Il était temps de regarder la vérité en face, de faire un état des lieux, de mettre tout à plat pour prendre les meilleures décisions pour notre ville.

C'est sur la base de cette analyse que nous pourrons faire les choix nécessaires pour mettre en place notre projet pour une ville plus juste, plus verte et plus démocratique.

En effet nous présenterons le rapport d'orientation budgétaire au prochain conseil municipal, puis nous construirons notre budget pour 2021 avec les élus et les services, sur la base de cet audit et de notre programme.

L'argent c'est le nerf de la guerre et c'est encore plus vrai à Marseille. Vous allez le découvrir dans les chiffres que je vais vous présenter.

Pour comprendre l'état des finances de la ville, il faut avant tout comprendre comment fonctionne un budget. Vous me pardonnerez ce petit cours de finances publics accéléré mais je pense que l'exercice est nécessaire pour bien appréhender cette situation.

Le budget d'une collectivité est divisé en 2 parties : fonctionnement et investissement. A Marseille, ce budget total est de 1,561 milliard d'euros en 2019.

C'est comme le budget de n'importe quelle Marseillaise ou Marseillais.

Dans le fonctionnement, nous avons des dépenses de charges de personnels, des factures, des subventions, les intérêts de la dette, comme un foyer aurait son loyer, ses frais bancaires, ses factures d'eau et d'électricité, son assurance logement...

Et en face les recettes de fonctionnement, comme le salaire pour un ménage, sont de 1,2 milliards d'euros.

Ces rentrées et sorties d'argent que nous avons chaque année en fonctionnement. C'est le quotidien d'une ville, ce qui permet de la faire tourner, d'avoir des équipes, des services publics.

Et normalement une fois qu'on fait le solde, qu'on paye toutes nos factures, il nous reste une marge de manœuvre pour investir et rembourser la dette : en clair, pour payer le crédit de la maison, les travaux de rénovation.

C'est cette partie qui est extrêmement importante pour une ville, parce que, comme pour un foyer, ce sont ces investissements qui permettent de construire la ville de demain, d'offrir des perspectives, de bâtir l'avenir.

Pendant très longtemps, la majorité sortante faisait simplement état de l'épargne brute. Et effectivement, notre épargne brute était plutôt dans la norme. Mais le problème, c'est que l'épargne brute ne prend pas en compte le poids de la dette.

En réalité, et c'est ce que nous apprend le cabinet Deloitte, c'est que si on calcule non pas l'épargne brute, mais l'épargne nette, celle qui nous sert à investir, là, la situation est catastrophique.

Et avec un budget d'1,5 milliard d'euros, ce qu'il nous reste dans les caisses, c'est à peine 13 millions d'euros en 2019. C'est le véritable scandale financier de la Ville de Marseille.

13 millions d'euros d'épargne, pour une ville comme Marseille, nous sommes très en dessous du seuil d'alerte. Voilà la réalité de nos comptes.

Et alors que nous sommes en train de clôturer les comptes 2020, j'ai eu les premiers chiffres vendredi dernier, on devrait terminer l'année avec une épargne nette négative.

Voilà ce que l'ancienne municipalité nous a laissé, des caisses vides, une dette qui plombe chaque année le budget de la ville et malgré cela, une ville où les équipements ont été laissés à l'abandon.

D'autres villes sont endettées. Nice, par exemple, à une épargne nette inférieure à celle de Marseille. Mais quand on se promène à Nice, on se rend bien compte que cette dette a servi à construire des équipements publics. Quand on va à Paris ou à Lyon, on voit des villes dans lesquelles, quelle que soit leur couleur, les dirigeants ont décidé d'investir pour les habitants dans de vrais projets structurants.

La dette, si elle est bien investie dans des équipements publics essentiels ; cette dette là oui je veux bien l'assumer. Mais à Marseille ce n'est pas le cas.

Alors nous nous sommes posés la question : comment Marseille en est arrivée là ?

C'est à cause de la gabegie financière.

A Marseille, l'argent public a été dépensé à tort et à travers.

A Marseille, l'argent emprunté depuis 30 ans a été gaspillé, jeté, bradé.

A Marseille, c'est le grand loto du patrimoine, pas celui que l'on restaure, mais celui que l'on dilapide.

Par exemple, la Ville est le plus grand propriétaire foncier de Marseille. Pour autant, nous avons laissé notre patrimoine pourrir sur pied, nous l'avons cédé à vil prix. Nous avons même poussé l'absurdité jusqu'à payer des loyers inutiles ou des travaux à la place des propriétaires.

Pendant 2 ans, la Ville a payé un loyer d'un étage entier vide de 1 245 m². Les services qui les occupaient avaient déménagé mais la municipalité n'avait pas résilié le bail. Quel locataire accepterait de payer plus d'un million d'euros pour un bien qu'il n'occupe plus ?

Énième fiasco, c'est la Corderie. Evidemment, le premier scandale, celui qui nous a fait bondir en 2017, c'est le massacre archéologique.

Mais le scandale que nous payons aujourd'hui c'est le scandale budgétaire. Pour construire cet immeuble, le promoteur, Vinci a détruit la sortie de secours de l'une de nos écoles: et là les bras m'en sont tombés, nous avons racheté son propre terrain sur lequel était situé cet escalier de secours.

Et qui a-t-on choisi pour reconstruire l'escalier cassé par Vinci ? Je vous le donne en mille : Vinci. Rachat du terrain, plus escalier de secours, plus réaménagement intérieur, coût total de l'opération pour les contribuables marseillais : 1 400 000 euros. Incroyable, invraisemblable cadeau !

Puis la Ville a dépensé 1 million d'euros pour aménager, bien sûr, les abords du site massacrés par le chantier.

C'est au total 2,4 millions d'euros que les Marseillais ont dû dépenser pour réaliser un immeuble privé, en plein centre ville.

Un autre exemple, qui contribue à plomber nos comptes, c'est le palais de la glisse. Vous le savez, Marseille s'est trouvée une passion pour le patinage. Et cet amour, il se paye cash.

Un investissement de près de 50 millions d'euros. A titre de comparaison, la patinoire de Strasbourg, qui est de même taille et de même fréquentation, a coûté 25 millions d'euros de moins.

Et c'est sans compter sur les frais pour entretenir cet équipement chaque année. Environ 1,5 million d'euros en moyenne. soit plus de 12 millions d'euros entre 2013 et 2020 pour l'entretien.

Mais ce scandale ne va pas s'arrêter là puisque chaque année jusqu'en 2030, 2040 ou que sais-je nous sommes censés continuer de payer 1,5 millions d'euros pour fabriquer de la glace.

C'est sans nul doute la patinoire la plus chère du monde. C'est un peu la piste de ski à Dubaï, au milieu de la Capelette. Mais ce qu'il faut bien mesurer, c'est que 50 millions d'euros c'est le coût de 3 piscines ou de 9 bibliothèques.

Et en matière de gabegie, c'est souvent par le sport que la majorité précédente a péché, c'est un peu la boîte de pandore des investissements manqués. Je ne vais pas revenir sur le Stade Vélodrome, dont la mauvaise négociation financière nous a coûté 93 millions d'euros.

Avoir de grands équipements dans une ville, c'est avant tout pour accueillir de grands événements. Et Marseille a cette vocation. En 2024, nous aurons la fierté d'accueillir les épreuves de voile des Jeux Olympiques.

Mais si l'accueil des grands événements n'a pas de prix pour le rayonnement d'une ville, pour les Marseillais elle a un coût.

Pour les JO, le constat est limpide : l'ancienne municipalité avait prévu d'investir 45 millions d'euros au total. Sur cette somme, les Marseillais allaient payer 90% de leur poche, là où les Parisiens n'en payaient que 15%.

Mais je refuse que nous payons plus chers que d'autres villes pour accueillir un événement qui rayonne bien au-delà de notre territoire.

C'est exactement ce que j'expliquerais cette après-midi lors d'une réunion à la Préfecture, à l'État, et à nos partenaires du département et de la région et tous ceux qui voudront participer à la réussite des JO à Marseille.

Je veux que la ville paye moins de 10 millions d'euros pour accueillir ces épreuves. Je sais que c'est possible.

Et pour rester dans le domaine des dépenses paillettes que notre ville a su si bien déployer, j'ai encore d'autres exemples.

Ce sont des plus petites sommes, mais qui mises bout à bout, années après années, dessinent un budget, une dérive dans le fonctionnement, l'argent que l'on envoie par la fenêtre. Parce que si l'erreur est humaine, permettez moi de vous le rappeler, la persévérance de ces dernières années était diabolique.

La dette c'est donc la participation au salon du MAPIC, le salon international des centres commerciaux : 180 000 euros par an pendant 18 ans pour un stand. Plus de 3 millions d'euros au total pour 3 jours à Cannes alors que nos commerçants connaissent tant de difficultés.

La dette, c'est aussi l'achat d'un corbillard Mercedes limousine pour 117 000 euros, un corbillard qui affichait seulement 2000 km en 5 ans. Cela fait cher le kilomètre. C'est indécent, une telle dépense sans intérêt dans ce domaine. C'est pour cela que dès notre arrivée nous l'avons remis en vente.

Et j'aurais pu encore revenir sur l'accueil du Red Bull Crashed Ice que l'ancienne majorité avait décidé d'accueillir pour 150 000 euros, mais nous avons découvert dans la même veine : l'accueil du concours Miss France en 2020.

Là aussi 150 000 euros versés à Endemol, une multinationale loin de la faillite. Et pour couronner le tout, la Ville est contrainte de payer 48 000 euros de dédommagement pour un spectacle prévu initialement au Dôme à la même date. Nous sommes obligés de passer le rapport lundi au Conseil municipal.

Vous le voyez, notre dette c'est aussi cette accumulation de scandales financiers, d'indolence face à la dépense, C'est entrer dans un magasin pour ne ressortir qu'avec des objets dont nous n'avons pas besoin, alors que notre maison prend l'eau.

Ces errements, je les avais, pour la plupart, déjà dénoncé comme Jean-Marc Coppola.

Ce qui est nouveau, c'est qu'on réalise le poids qu'ils font peser sur la ville, le poids que nous allons devoir porter pendant des années, l'irresponsabilité de ceux qui n'ont calculé leur responsabilité qu'à l'aune de la durée de leur mandat.

Voilà la vérité. C'est ça le scandale des finances de notre ville. Celui que l'ancienne majorité nous a caché pendant des années. Et celui dont les Marseillais ne veulent plus.

Aujourd'hui nous devons relever la ville mais aussi relever ses finances.

Nous devons le faire, parce qu'en miroir de cette gabegie nous avons une ville qui connaît des urgences.

Quand on est à la tête d'une ville comme Marseille, il faut assurer les services publics au quotidien, il faut entretenir 470 écoles, 65 stades et 58 parcs et jardins.

Mais aussi faire face à des urgences avec des dizaines d'écoles à rénover d'urgence et la moitié des piscines en désuétude, et continuer d'investir pour simplement pour éviter la ruine de ses équipements.

A Marseille, les écoles ont été le parent pauvre des politiques publiques de ces dernières années. Il faudrait construire une vingtaine d'écoles supplémentaires principalement dans le Nord et le centre de la ville pour accueillir tous les enfants dans de bonnes conditions.

Cette situation nous devons l'aborder avec une capacité d'investissement proche de zéro. Et c'est sans compter sur les aléas d'une crise sanitaire mondiale, et dont je veux aussi dire deux mots.

Entre les masques, le gel, les équipements de protection, l'entretien supplémentaire dans nos écoles, la désinfection des surfaces, l'aide alimentaire aux plus démunis, la mise en place de douches pour les sans abris, les tests grand-public ce sont près de 38 millions d'euros de dépenses supplémentaires en 2020.

Alors bien sûr, il y a quelques dépenses annulées, et des recettes qui arrivent. Mais par exemple, on attend toujours 4 millions d'euros de remboursement partiel des masques de la part de l'État.

Et ce n'est pas tout, il faut également rajouter près de 22 millions d'euros en moins pour les pertes de recettes dans les musées, les piscines, le stationnement, le périscolaire, la cantine.

Ce qui fait déjà 60 millions d'euros.

Mais ce n'est pas fini. Car si dans le privé il existe des dispositifs de chômage partiel, ou d'arrêt maladie pour les personnes fragiles, pour la collectivité, le coût des absences pour cause de Covid est estimé à plus de 30 millions d'euros !

Et je ne parle même pas des agents mobilisés uniquement sur le Covid à la Police municipale, au Bataillon, ou à Allo Mairie. Au final, ce sont près de 100 millions d'euros de coût Covid pour notre ville !

Mais je ne suis pas fataliste, et personne dans la majorité municipale ne se résignera à se lamenter sur ce constat accablant. Notre seule réponse c'est l'action. Nous devons trouver des solutions pour les Marseillaises et les Marseillais, c'est ça le changement. Nous sommes au travail, plus de 100 heures par semaine, pour trouver des solutions, pour marquer nos priorités, pour répondre aux attentes des habitants.

Et la priorité des priorités c'est de construire un budget qui nous permette de continuer à investir.

Et je le dis, je ne suis ni un comptable, ni un banquier.

Je ne crois pas au "Il n'existe pas d'alternative", moi je crois à la volonté et au chemin politique.

Ces prochains jours, nous allons présenter nos orientations budgétaires, ce sera un premier acte. Puis nous passerons aux arbitrages budgétaires. Contrairement à l'ancienne majorité, nous allons arbitrer en comptant sur le temps long, en mettant en perspective notre action sur 2 ans, 3 ans, 6 ans: en lissant les investissements.

Et puis, nous irons au bout de cet exercice de vérité. Si la Ville restait sur la trajectoire que nos prédécesseurs avaient tracé, nous allions droit vers la banqueroute, droit vers la faillite, droit vers la tutelle. Nous pouvons et nous allons redresser la barre, sortir Marseille de l'eau et nos comptes du rouge.

Nous allons faire la chasse au gaspillage, au superflu, à l'accessoire, au bling-bling pour nous concentrer sur le quotidien et la vie des Marseillaises et des Marseillais. Désormais, chaque euro utilisé sera un euro utile.

Nous allons utiliser tous les leviers disponibles, aller chercher l'argent à Bruxelles comme à Paris. Ce n'est pas de l'aide, c'est de la justice, car Marseille assume seule des charges de centralités mirobolantes, et car je suis convaincu que notre ville est une chance pour le pays.

Puis, avec nos agents, nous allons redresser la ville, ensemble. Et je veux m'appuyer sur ces 17 500 agents à qui j'ai déjà eu l'occasion de parler. Je veux qu'ils partagent avec nous ce défi, qu'ils relèvent avec nous ce challenge. Et pour ça il faudra réorganiser, former, structurer notre action.

Et je sais que je peux compter sur eux, ils me l'ont dit : notre volonté c'est Marseille, notre ambition c'est changer les méthodes pour reconstruire la ville.

Parce que, finalement l'histoire de Marseille c'est ça. Marseille c'est une ville résiliente, qui sait sans cesse se réinventer. C'est cette ville qui est ravagée en 1720, mais devient

quelques années plus tard un port florissant. C'est cette Ville qui est marquée par le déclin de l'Empire, puis devient la porte de l'Orient.

Et parce que le sport résume bien notre état d'esprit, c'est cette ville qui est menée 4 à 0 à la mi temps, mais qui remporte le match à 5 à 4, c'est les larmes de Bari et deux ans plus tard la ligue des champions.

Voilà, ça c'est Marseille.

Alors nous allons faire face, nous allons nous démener. Et nous le ferons avec toutes celles et ceux qui comprennent que la deuxième ville de France ne peut pas rester la grande oubliée, la spoliée des mauvaises politiques. Nous ferons face. »